



digital.union@sonapresse.com

FAKE NEWS

Par l'MB

MACRON RECHERCHE " 5 000 FIGURANTS " POUR REMPLIR SON MEETING DE DEMAIN



Photo: DR/L'Union

L'EQUIPE de campagne d'Emmanuel Macron serait en difficulté à remplir la Défense Arena, pour le meeting du candidat demain, c'est-à-dire samedi 2 avril ? Sur les réseaux sociaux, une annonce, présentée comme émanant de Pôle emploi, est très partagée.

" Pour le tournage à Paris du meeting " du président sortant, il serait recherché " 5 000 figurants " pour occuper la salle d'une capacité de 30 000 places assises. On leur demande d'avoir " de la voix pour scander le nom du candidat pendant plusieurs heures " ou encore d'être " à l'aise pour le mensonge en cas d'interview ". Rémunération : 126 euros (82 500 francs) brut, frais de déplacement pris en charge.

" Il a touché le fond ", estime un internaute. " C'est payé avec l'argent de nos impôts, s'indigne un autre. Même des candidats comme Florian Philippot, rallié à Nicolas Dupont-Aignan, s'est aussi laissé convaincre : " La Macronie cherche à trouver où elle le peut un maximum de figurants pour remplir la salle ! Quelle misère ! Cette imposture doit prendre fin au plus vite ", a-t-il tweeté le 26 mars.

VERIFICATION. Le ton de la publication le laissait déjà deviner : il s'agit d'une fausse annonce publiée sur un site parodique, desourcesure.info, " l'actualité vérifiée ou presque ". L'article a été publié le 18 mars. Et le compte Twitter du site a même publié un vrai-faux démenti le 21 mars : " Nous tenions à nous excuser pour notre fake news qui s'est propagée à vitesse grand V. Pôle emploi ne recherche pas 5 000 figurants pour le meeting de Macron. En réalité c'est 6 000 "

LE BUZZ DE LA SEMAINE

Covid-19 : l'audit du Copil citoyen continue de faire parler



Photo: DR

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

LE 25 mars dernier, le Copil citoyen a publié l'enquête menée sur la gestion des fonds alloués à la lutte contre le Covid-19. "Affirmant avoir analysé 2 608 documents extraits du site du ministère de l'Economie, elle se penche sur le fonds initial logé à la Caisse des dépôts et consignations (CDC), les mesures fiscales, les emprunts consentis par le Fonds monétaire

international (FMI), l'Agence française de développement (AFD), la Banque africaine de développement (Bad) et de nombreux dons, notamment ceux de la communauté libanaise du Gabon et de certains opérateurs économiques", écrit Gabonreview.

Ce rapport n'épargne personne ni les partis politiques et démontre, selon le Copil citoyen, que les sommes dévolues à la lutte contre le coronavirus n'ont pas toujours servi cette cause. Au point que

des internautes se demandent pourquoi la justice n'a toujours pas réagi. "Vraiment, ça va encore continuer ? Ou bien mamba/scorpion ou guêpe va agir là bas ?", s'interroge Christian.

Pour certains journaux en ligne, " le parquet est sous pression avec de telles révélations ". Mais beaucoup ne croient pas trop en une action de la justice gabonaise. Comme Mbourou. "Un scandale d'Etat comme le Gabon n'en a jamais connu depuis des années. Reste à savoir si on connaîtra le bon

bout de cette affaire ou ça va faire pschitt comme les précédentes histoires."

RFI Afrique, pour sa part, s'étonne que ce soit une organisation de la société civile qui évoque un dossier aussi important. "C'est le premier rapport rendu public sur les fonds Covid. L'Assemblée nationale et le gouvernement ont commandé des rapports dont la publication est bloquée pour des raisons inconnues". Si le monde virtuel s'alarme, c'est que la lumière doit être faite. Par qui ?

HUMEUR

CENTRE SOCIAL D'AKÉBÉ : LA SONNETTE D'ALARME

Innocent M'BADOUMA
Libreville/Gabon

LA toile a plutôt bien ricané cette semaine, avec plein de sujets à faire pouffer les internautes de rire. Mais aussi à interroger la sympathie que l'Etat peut avoir à l'endroit des personnes vulnérables. Dit autrement, manifeste-t-on seulement un peu d'attention pour les personnes vivant avec un handicap, sans que cette attention ne soit intéressée ? En tout cas, les personnes vivant avec un handicap n'ont pas hésité à la poser aux autorités et à l'opinion nationale comme spectatrice indifférente d'une situation

dangereuse, à la faveur de la célébration, le 30 mars 2022, de la journée nationale des personnes vivant avec un handicap. Les internautes ont remarqué que ces personnes défavorisées et qui n'ont pas demandé à être ainsi, s'estiment pas très bien prises en compte par l'Etat. Elles " n'ont pas manqué de rappeler aux autorités les difficultés auxquelles Elles sont confrontés au quotidien dans leurs structures d'accueil, en l'occurrence le centre social d'Akébé-Plaine, dans le 4e arrondissement de Libreville ". Selon le journal en ligne Gabonreview qui rapporte aussi l'information, le président de la Fédération



Photo: DR

nationale des associations des personnes handicapées du Gabon (FNAPHG) pense que la négligence sur l'état des bâtiments du centre social d'Akébé pourrait entraîner un drame si rien n'est fait. "C'est l'occasion ce jour d'attirer votre attention sur une catastrophe

naturelle qui pourrait arriver dans les prochains jours, c'est le cas du centre social d'Akébé-Plaine où une vingtaine de familles sont en risque de catastrophe naturelle. Nous ne souhaitons pas qu'il y ait éboulement du bâtiment", a-t-il déclaré.